



Les Sables d'Olonne Plaisance
Bureau de Port Olona
1 Quai Alain Gerbault
85100 LES SABLES D'OLONNE
Tél. : 02 51 32 51 16
e-mail: portolona@orange.fr
Site : www.portolona.fr
SA capital de 50 000 € - Siret : 315965368

REGLEMENT DE CONSULTATION

MISE AUX NORMES DE L'AIRE DE CARENAGE

Marché de fourniture / travaux

Remise des offres : le 5 septembre 2025 à 20 h 00

POUVOIR ADJUDICATEUR : SAEM LES SABLES D'OLONNE PLAISANCE

MARCHE DE FOURNITURE ET TRAVAUX

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

OBJET DU MARCHE : Mise aux normes de l'aire de carénage conformément au CCTP

Pouvoir adjudicateur : SAEM Les Sables d'Olonne Plaisance
Adresse : 1 Quai Alain Gerbault – 85100 LES SABLES D'OLONNE

Date limite de réception des offres : le vendredi 5 septembre 2025 à 20h00 Heure :

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE	5
1.1 - Nature et étendue de la prestation	5
1.2 - Décomposition en tranches	5
1.3 - Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution	6
1.4 - Marché réservé	7
1.5 - Limite à la sous-traitance	7
ARTICLE 2 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION	7
2.1 - Procédure de passation	7
2.2 - Liste des documents composant le DCE	7
2.3 - Variantes.....	7
2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles	7
2.5 - Modifications de détail au dossier de consultation	7
2.6 - Délai de validité des offres	7
2.7 - Mode de dévolution.....	8
2.8 - Réalisation de prestations similaires	8
2.9 - Visite des lieux d'exécution du marché	8
ARTICLE 3 - RETRAIT DU DOSSIER.....	8
ARTICLE 4 – CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
4.1 - Eléments nécessaires à la sélection des candidatures.....	9
4.2 - Eléments nécessaires au choix de l'offre	10
ARTICLE 5 – JUGEMENT DES OFFRES ET VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE	11
5.1 - Critères.....	11
5.2 - Vérification de la situation de l'attributaire.....	11
ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	12
6.1 - Conditions de la dématérialisation	12

6.2 - Modalités d'envoi des propositions dématérialisées	13
6.3 - Modalités de signature des candidatures et des offres.....	14
ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	14

1.1 - Nature et étendue de la prestation

Contexte général

Port Olona, situé aux Sables-d'Olonne, est une infrastructure majeure pour la plaisance. Dans le cadre du projet "Port Olona 2040", une refonte des installations techniques est nécessaire. Les travaux visent à moderniser l'aire de carénage et à répondre aux exigences environnementales, tout en réduisant les impacts sur le milieu naturel. Ce projet répond aux normes de la Loi sur l'Eau, couvrant les articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement.

Le carénage, une opération essentielle pour l'entretien des bateaux, génère des polluants divers comme des métaux lourds et des biocides présents dans les peintures. Ces polluants représentent une menace pour les écosystèmes marins et la qualité des eaux.

Description du site et projet

Le site se situe au Port Olona, une zone portuaire équipée d'une plateforme technique comprenant une aire de carénage de 2600 m². La zone actuelle repose sur un système de traitement des eaux par décantation, insuffisant pour éliminer les micropolluants et les substances toxiques.

Les améliorations prévues comprennent :

- La réduction de la surface exploitée à environ 250 m², pour limiter les rejets polluants.
- La création d'un nouveau système de collecte et de traitement des eaux usées.
- Une réorganisation spatiale visant à rapprocher les activités de carénage des installations techniques existantes.

Objectifs du projet

Les principaux objectifs du projet sont :

1. Mise en conformité environnementale : Répondre aux exigences légales et améliorer la gestion des eaux.
2. Protection des milieux aquatiques : Préserver la qualité des eaux côtières et des marais sablais.
3. Réduction des impacts environnementaux : Limiter les rejets de particules, métaux lourds, et micropolluants.

Le projet intègre des solutions modernes et adaptables pour la gestion des eaux usées, assurant un traitement efficace des pollutions avant rejet.

Enjeux environnementaux

Le projet présente des enjeux variés :

- Hydrologie : La qualité des eaux superficielles et souterraines est jugée critique, nécessitant un traitement rigoureux.
- Risque d'inondation : Élevé en raison de la topographie et du contexte géologique de la zone.
- Milieux naturels : La proximité de zones Natura 2000 impose des précautions pour éviter les impacts sur les habitats et espèces protégées.

- Micropolluants : Les biocides et métaux lourds utilisés dans le carénage nécessitent une gestion stricte.

Solutions techniques étudiées

Trois solutions principales ont été comparées pour le traitement des eaux usées :

1. Filtration avancée :
 - Décantation lamellaire et filtres multicouches (sable, charbon actif, zéolithe).
 - Absorption des micropolluants et élimination des biocides.
2. Traitement physico-chimique :
 - Ajout de coagulants pour piéger les particules, suivi de filtrations fines.
3. Traitement simplifié :
 - Décantation des particules sans filtration avancée.

Solution retenue : Un dispositif combinant décantation lamellaire et filtres avancés. Ce choix garantit une élimination efficace des polluants, tout en permettant des évolutions futures si nécessaire.

Plan de réalisation des travaux

Les travaux incluent :

- Aménagement d'une nouvelle plateforme : Création d'une aire bétonnée de 250 m² équipée de caniveaux pour collecter les eaux.
 - Installation de dispositifs de traitement :
 - Cuve de stockage et décantation.
 - Filtration sur charbon actif, sable, et zéolithe.
 - Réseaux de collecte : Reprise et extension des infrastructures existantes pour gérer les eaux pluviales et de carénage.
- Le chantier sera organisé pour minimiser les perturbations et respecter les normes de sécurité.

Mesures de suivi et entretien

Des protocoles rigoureux de surveillance et d'entretien seront mis en place :

- Phase chantier : Un registre consignera les étapes clés, incidents, et actions correctives.
 - Phase exploitation : Suivi régulier des effluents traités, avec des prélèvements pendant les périodes d'activité maximale.
- Les installations seront entretenues pour garantir leur efficacité, avec des rapports transmis aux autorités compétentes.

1.2 - Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.3 - Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

Durée du marché : de la notification à la fin de la mise en service de l'aire de carénage dans l'idéal au 1^{er} janvier 2026.

Reconduction :

Le marché ne sera pas reconduit

1.4 - Marché réservé

Le marché n'est pas réservé

1.5 - Limite à la sous-traitance

Les prestations suivantes devront obligatoirement être réalisées par le titulaire du marché ou l'un des membres du groupement. La filière de traitement est nécessairement réalisée par un membre du groupement

ARTICLE 2 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION**2.1 - Procédure de passation**

La présente consultation est passée, dans le respect des dispositions du code de la commande publique, selon la procédure suivante :procédure ouverte avec possibilité de négociation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à l'analyse des candidatures après analyse et classement des offres.

2.2 - Liste des documents composant le DCE

- l'acte d'engagement valant CCAP
- le présent RDC
- le cahier des charges technique particulière
- le dossier loi sur l'eau

2.3 - Variantes

La proposition de variantes n'est pas autorisée

2.4 - Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle

2.5 - Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.6 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

2.7 - Mode de dévolution

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Un seul marché sera passé pour la réalisation des prestations.

Le marché sera conclu avec une entreprise unique ou des entreprises groupées.

En cas de constitution d'un groupement,

Il ne sera exigé aucune forme particulière au groupement attributaire

Dans le cas d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire des autres membres du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

☒ oui

☐ non

2.8 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence. Dans la mesure où la mise en concurrence du premier marché doit avoir pris en compte le montant total envisagé, le montant des marchés de prestations similaires ne pourra en aucun cas faire excéder un éventuel seuil de procédure, cela entraînerait de fait irrégularité du marché.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

2.9 - Visite des lieux d'exécution du marché

Les candidats doivent obligatoirement effectuer une visite des lieux d'exécution du marché.

Les informations relatives à cette visite sont disponibles auprès de : M. Alexis LEON-BOTTARELLI
direction@portolona.fr

À l'issue de cette visite obligatoire une attestation de visite sera délivrée.

ARTICLE 3 - RETRAIT DU DOSSIER

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

Les candidats téléchargeront les documents dématérialisés du dossier de consultation des entreprises, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le profil d'acheteur <https://www.marches-securises.fr>.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip, Quickzip ou winrar par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)

- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- .docx ou .xlsx ou .pptx (lisibles par l'ensemble Microsoft Office, Open office, ou encore la visionneuse de Microsoft....)
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...)

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, en cas de suppression de l'adresse ou en cas de téléchargement du DCE ailleurs que sur le profil d'acheteur. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique au 04 92 90 93 27 [mailto: technique@atline.fr](mailto:technique@atline.fr)

ARTICLE 4 – CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

4.1 - Eléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire dans un dossier « Candidature » les pièces suivantes :

1/ Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement.

La lettre de candidature n'a pas à être signée par le représentant du candidat, et le cas échéant par chacun des membres du groupement. Cependant, dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

2/ Une déclaration sur l'honneur (cf. modèle ci-joint) attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. La remise d'un DC1 ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.

Comme la lettre de candidature, la déclaration sur l'honneur n'a pas à être signée par le candidat ou par chacun des membres d'un groupement le cas échéant. Elle sera signée au stade de l'attribution par le seul attributaire (candidat seul ou ensemble des cotraitants en cas de groupement).

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent informer sans délai l'acheteur de tout changement de situation, au cours de la procédure de passation ainsi d'ailleurs qu'au cours de l'exécution du marché, qui les placeraient dans un des cas d'interdiction de soumissionner ayant pour effet de les exclure d'un marché public.

3/ Les pièces définies ci-dessous permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économique et financière, de leurs capacités techniques et professionnelles :

- Aptitude à exercer l'activité professionnelle :
 - Inscription au registre du commerce
- Capacité économique et financière :
 - L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle
 - Les 3 derniers chiffres d'affaires ou pour les entreprises de création récente tout document, attestation de banque, d'assurance permettant d'apprécier les capacités financières de l'entreprise
- Capacités techniques et professionnelles :
 - Les moyens techniques généraux de l'entreprise (matériel, outillage, ...)
 - Les moyens humains généraux de l'entreprise
 - Les références de l'entreprise réalisées au cours de 3 dernières années comprenant le nom du maître d'ouvrage et le montant du marché

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées aux **2/** et **3/** ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché. En ce cas, il pourra produire une attestation du sous-traitant actant de son engagement à intervenir en cas d'attribution du marché, selon les modalités fixées à l'article 6.4.

Pour la présentation des éléments de leur candidature :

- Les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- Dans le cadre d'un marché alloti, les candidats pourront remettre leurs pièces candidature une seule fois pour l'ensemble des lots auxquels ils candidatent. En revanche, une offre devra être remise pour chacun de ces lots.
- Un document unique de marché européen (DUME), rédigé en français, pourra être remis par le candidat, chaque cotraitant et chaque sous-traitant en lieu et place :
 - de la déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique
 - des renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat
- Le DUME peut être accessible :
 - Par le profil d'acheteur
 - Par l'utilitaire disponible à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
 - Par l'outil mis en place par la Commission européenne

Le pouvoir adjudicateur autorise les candidats à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci, conformément aux dispositions de l'article R.2143-4 du code de la commande publique. La vérification des capacités du candidat pourra être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché. Les candidats devront alors produire les pièces visées ci-dessus dans un délai de 5 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

4.2 - Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants réunis au sein d'un **dossier "Offre"** :

Un projet de marché comprenant :

- Un acte d'engagement (AE.) dûment complété pour valoir offre de prix)
- Le cas échéant, la ou les déclarations de sous-traitance des sous-traitants amenés à intervenir pour l'exécution des prestations
- La décomposition du prix global forfaitaire ou des prix forfaitaires (détail estimatif) faisant apparaître précisément le coût de la mise aux normes de l'aire de carénage selon le CCTP publié.
- Une note méthodologique limitée à 20 pages et détaillant : qui détaillera :
 - La méthodologie de chantier visant à limiter au maximum l'impact sur l'exploitation et les emprises nécessaires
 - Le détail du fonctionnement de la filière de traitement ainsi que les engagements pris pour respecter l'arrêté préfectoral
 - Le choix technologique de la filière
 - L'entretien, le fonctionnement, la commodité d'usage etc..
 - l'insertion dans l'espace et les premiers schémas d'implantation
- Un planning de mise en place et mise en service de l'installation

Le cadre d'acte d'engagement n'a pas à être signé par les candidats. L'acte d'engagement signé par le seul candidat attributaire avant sa notification à celui-ci. Il en sera de même des déclarations de sous-traitance, le cas échéant.

ARTICLE 5 – JUGEMENT DES OFFRES ET VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE

5.1 - Critères

L'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés :

- Prix des prestations : noté sur 40 points
- Délais d'intervention et gestion des interfaces chantier (fabrication, installation, mise en service) : noté sur 20 points
- Qualité de la solution technique proposée, respect de l'arrêté, choix technologique ... : noté sur 40 points

En cas de classement en première position de candidats ex aequo à l'issue de l'analyse des offres, le candidat ayant eu la meilleure note sur le critère prépondérant, ou à défaut sur le sous-critère prépondérant, se verra déclaré attributaire pressenti.

5.2 - Vérification de la situation de l'attributaire

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira dans les conditions définies dans le délai indiqué à de la demande du maître d'ouvrage :

Les pièces visées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique, à savoir notamment :

- Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents

- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, L.2312-27, D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
- Le numéro unique d'identification INSEE du candidat permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13
- Le jugement de redressement judiciaire, le cas échéant.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra, dans le même délai, produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

Pour la production des pièces demandées au candidat attributaire, celui-ci pourra se prévaloir des modalités particulières d'accès aux documents éventuellement définies à l'article « présentation des candidatures », en transmettant, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces, les informations correspondantes.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats.

Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra néanmoins s'il le souhaite demander aux candidats concernés de régulariser leur offre.

Les candidatures et offres seront remises par la voie électronique via le profil d'acheteur www.marches-securises.fr.

Si le candidat adresse plusieurs candidatures et/ou offres différentes, seule la dernière candidature et/ou offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

Attention, en conséquence, tout nouveau dépôt d'une candidature et/ou d'une offre doit comporter l'ensemble des documents requis au titre du présent règlement. A défaut, la candidature sera jugée irrecevable et/ou l'offre irrégulière.

6.1 - Conditions de la dématérialisation

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Les candidats sont informés qu'il est nécessaire d'anticiper le dépôt de leur réponse à la consultation afin d'éviter tout aléa lié au téléchargement des pièces sur la plateforme de dématérialisation. Il est en conséquence recommandé de procéder au dépôt des pièces visées au présent règlement de consultation au plus tard 24 heures avant la date limite de réceptions des offres.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

- standard .zip
 - Adobe® Acrobat®.pdf
 - Rich Text Format.rtf
 - .docx ou .xlsx ou .pptx
 - .odt, .ods, .odp, .odg
 - le cas échéant, le format DWF
 - ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, .png
- Le soumissionnaire est invité à :
- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
 - ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
 - traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

6.2 - Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des prérequis techniques et de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation www.lmarches-securises.fr et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique : 04 92 90 93 27 mailto: technique@atline.fr

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

En cas de marché alloti, les candidats peuvent répondre de manière séparée pour chaque lot ou transmettre une réponse pour plusieurs lots, par un envoi unique. L'identification du ou des lots auxquels il est répondu doit dans ce cas être sans ambiguïté. Le pouvoir adjudicateur doit en effet pouvoir séparer sans difficulté l'offre propre à chaque lot au moment de l'ouverture des plis. Si plusieurs offres sont faites par un soumissionnaire pour un même lot, la dernière offre sera retenue.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrement de son offre avant envoi.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Copie de sauvegarde : Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde envoyée dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique
- une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde pourra être remise sur support physique électronique (clé usb).

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé en recommandé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

SAEM Les Sables d'Olonne Plaisance

Adresse : 1 Quai Gerbault – 85100 Les Sables d'Olonne

Offre pour

Candidat :

NE PAS A OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

6.3 - Modalités de signature des candidatures et des offres

Les candidatures et offres n'ont pas à être remises signées.

Le marché transmis par voie électronique sera signé par le seul candidat attributaire.

Le marché sera signé au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les certificats de signature électronique utilisés doivent être conformes au règlement n°910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit « eIDAS ».

La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement.

La liste de ces prestataires est publiée, pour la France, par l'ANSSI : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Pour les candidats européens, la Commission européenne tient également une liste des prestataires de confiance : <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR/3>

Le candidat peut également utiliser un certificat ne figurant sur aucune de ces listes mais délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement.

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit transmettre le « mode d'emploi » permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique. En revanche, lorsque le signataire utilise le certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, abrogé à compter du 1er octobre 2018, demeurent régis par ses dispositions jusqu'à l'expiration de leur date de validité.

Seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1367 du Code civil qui, entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

En cas de rematérialisation par le pouvoir adjudicateur des pièces transmises par voie dématérialisée, l'attributaire sera invité à remettre ses pièces signées par voie postale ou contre remise en main propre.

ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir en temps utile une demande via le profil d'acheteur.

Une réponse sera alors adressée au plus tard six jours avant la date limite de réception des offres à tous les candidats ayant reçu le dossier.